



Propositions aux établissements

Pour une politique partenariale transparente, intègre et démocratique

Résumé Exécutif

Septembre 2026

L'entrée dans l'enseignement supérieur est un moment clé au cours duquel les étudiant-es sont supposés acquérir des savoirs, des méthodologies, réfléchissent à leur orientation professionnelle et personnelle et construisent leurs valeurs et opinions. Les universités et les écoles devraient être des lieux de l'échange des savoirs, de la construction de la pensée critique et du débat d'idées.

Pourtant, la réalité s'en éloigne de plus en plus. La relation de nos formations avec le monde extérieur, notamment le monde économique, se dégrade de plus en plus et perd en objectivité sous l'effet de l'influence de certaines entreprises. Celles-ci dévoient la notion d'employabilité en recrutant des étudiants pour redorer leur image ; elles réduisent des débats de société à des questions purement techniques, capturant ainsi le champ scientifique dans leur intérêt.

Le collectif EIES, issu du monde étudiant, s'est donné pour mission de cartographier la présence et l'impact de ces acteurs dans l'ESR. A l'issue de notre premier travail de cartographie, publié en septembre 2025, nous alertons sur l'influence systémique et systématique d'entreprises dangereuses dans nos cursus, sans qu'aucun garde-fou ni débat démocratique ne soit mis en place. Nous formulons donc ici des propositions concrètes à destination des établissements afin d'ouvrir le débat - trop longtemps retardé - de l'indépendance de l'enseignement supérieur.

Je dirige un établissement. Pourquoi devrais-je m'intéresser à ces propositions ?

Parce que vous avez fait le choix d'exercer une responsabilité éducative, et que celle-ci ne s'arrête pas aux portes de la salle de cours. La pluralité et l'objectivité de l'enseignement sont les fondations de la légitimité intellectuelle. Une école qui laisse ses partenaires économiques peser sur ses contenus, ses intervenants ou ses débats n'est plus tout à fait une école.

La notion d'employabilité s'est progressivement vidée de son contenu. Elle désigne aujourd'hui la capacité à intégrer les entreprises les mieux représentées dans vos murs, indépendamment de ce qu'elles font et de ce qu'elles valent. Mais cette voie est condamnée d'avance si elle cherche à employer des étudiants pour des activités qui mettent en péril leur avenir. Les étudiant-es qui vous font confiance ne cherchent pas seulement un diplôme : ils cherchent une direction, un sens, et leur promettre l'employabilité tout en les orientant vers des secteurs qui nuisent à leur génération, c'est leur rendre un mauvais service.

Certes, le défi est grand, et les freins sont nombreux : poids des classements, incitations du gouvernement, contraintes budgétaires sont les principaux. Mais le statu quo n'est pas une position neutre. Nos propositions sont un point de départ : faisons-en quelque chose d'utile. Dans l'intérêt des étudiant-es, ouvrons le débat de l'indépendance.

Checklist de l'indépendance

Transparence

- **Publier systématiquement tout contrat** passé avec un partenaire privé, incluant : objet, durée, montants, contreparties. À défaut, garantir un droit d'accès à ces contrats sur simple demande, sans clause de confidentialité abusive.

Intégrité des contrats

- **Conditionner tout nouveau partenariat au respect de critères éthiques prédéfinis**, excluant par défaut les entreprises dans les secteurs plus problématiques, celles ayant des antécédents judiciaires ou celles associées à des atteintes graves portées à l'environnement.
- **Adopter un règlement des partenariats** incluant des clauses de rupture si l'un des critères ci-dessus venait à se réaliser parmi les partenaires existants, et l'interdiction de toute clause limitant la liberté académique ou la liberté d'expression de la communauté étudiante.

Intégration des étudiants à la prise de décision

- **Associer la communauté éducative** (étudiants, enseignants-chercheurs, personnels) aux décisions relatives à la politique partenariale, *en leur donnant un réel pouvoir décisionnaire*, que ce soit sous la forme d'un vote, d'une commission spécialisée ou d'une convention démocratique comme celle tenue à [AgroParisTech](#).
- **Rééquilibrer la composition des instances de gouvernance**, et notamment les personnalités extérieures, au profit de personnalités indépendantes et d'acteurs alternatifs, tout en intégrant mieux les étudiants.

Ces trois principes sont les fondations sans lesquelles aucune politique partenariale ne peut être réellement transformatrice. Nous faisons également des propositions thématiques : rééquilibrer la composition du Forum des Métiers en faveur d'acteurs alternatifs, cesser les contrats 'Marque Employeur', laisser le parrainage de promotion en dehors de toute relation financière, faire transiter les financements privés pour la formation ou la recherche par un fonds interne à l'établissement dont l'allocation est décidée par un conseil scientifique, etc.

Pour mieux comprendre le contexte dans lequel s'inscrivent nos demandes :

- Lire la [version détaillée de nos propositions aux établissements](#)
- Voir [nos propositions politiques au niveau national](#), qui viennent compléter ces demandes
- Explorer [notre argumentaire](#), avec les réponses aux critiques récurrentes

Pour l'instant, la première nécessité est d'ouvrir la discussion au lieu de l'étouffer, en invitant les étudiants à se saisir de la question et en organisant, au sein votre établissement, un espace de débat dans lequel aucune opinion n'est ignorée. Nous nous tenons à la disposition de toute personne qui souhaitera dialoguer sur l'application de ces propositions.

Sincèrement,
Le collectif EIES



Avec le
soutien de :

